



## Croatie : des réformes structurelles devenues incontournables

En récession depuis 2009, la Croatie réagit à la pression de Bruxelles et s'engage à mettre en œuvre des réformes structurelles importantes pour réduire ses dépenses publiques. Des économies à hauteur de 130 millions d'euros sont annoncées pour la première année d'un programme ambitieux alliant privatisations, rationalisation des organisations mais aussi suppression d'avantages salariaux.

Malgré un PIB de 39 % inférieur à la moyenne européenne<sup>1</sup>, supérieur toutefois à ceux de la Bulgarie et de la Roumanie (membres de l'Union depuis 2007), le pays remplissait intégralement les critères de Copenhague, dont l'ensemble des obligations liées à l'acquis communautaire (qui comprend 35 chapitres<sup>2</sup> depuis ce septième élargissement). Les négociations ont été menées à un rythme soutenu (cinq ans) et l'entrée dans l'Union européenne a été officialisée le 1<sup>er</sup> juillet 2013.

Le gouvernement de Zoran Milanović formulait alors de grands espoirs dans cette intégration européenne, notamment en matière de relance des investissements étrangers, pour inverser les effets de la crise économique qui a fortement touché le pays et l'a plongé dans une phase de récession. Moins de deux ans après son adhésion, la Croatie se voit aujourd'hui contrainte de réformer son Administration.

### Malgré des premières mesures, le déficit budgétaire persiste

Le 25 février dernier, Valdis Dombrovskis, vice-président de la Commission européenne, et Pierre Moscovici, commissaire pour les affaires économiques et financières, ont présenté les décisions du Collège sur le Semestre européen 2015<sup>3</sup>. La Croatie figure (avec quatre autres pays, dont la France) dans le groupe des pays pour lesquels « les déséquilibres excessifs requièrent l'adoption de mesures décisives et une surveillance particulière », ce qui constitue le dernier niveau d'alerte avant le déclenchement de la procédure concernant les déficits excessifs. La Commission a argumenté cette décision en indiquant que « compte tenu de la faiblesse de la croissance, de la lenteur des restructurations d'entreprises et de la médiocre performance de l'emploi, les risques liés à la faible compétitivité, aux importants passifs externes et à l'endettement croissant du pays, conjugués aux carences de la gouvernance du secteur public, ont fortement augmenté ».

Présent à Bruxelles, Branko Grčić, vice-Premier ministre chargé des fonds européens et du développement régional, s'est engagé à transmettre le Plan national de réforme (PNR) de son pays dans le délai imposé par l'Union et fixé au 30 avril<sup>4</sup>. Mais il a tenu aussi à rassurer immédiatement ses concitoyens, qui avaient déjà été directement touchés par les premières mesures prises depuis l'arrivée au pouvoir de la coalition gouvernementale menée par les sociaux-démocrates (SDP) en 2011 : relèvement de la TVA à 25 %, baisse de 3 % du traitement des agents publics, soit près de 22 % de la population active. La victoire du parti conservateur (HDZ) aux élections européennes de 2014 et, plus récemment, celle de Kolinda Grabar-Kitarović à la présidence de la République ont été interprétées comme une conséquence des mesures d'austérité.

<sup>1</sup> <http://ec.europa.eu/eurostat/documents/2995521/5164758/1-25062013-AP-FR.PDF/de26ff17-2fcb-4a46-9e77-46405c1fbff2?version=1.0>

<sup>2</sup> [http://ec.europa.eu/enlargement/policy/conditions-membership/chapters-of-the-acquis/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/enlargement/policy/conditions-membership/chapters-of-the-acquis/index_fr.htm)

<sup>3</sup> [http://europa.eu/rapid/press-release\\_IP-15-4504\\_fr.htm](http://europa.eu/rapid/press-release_IP-15-4504_fr.htm)

<sup>4</sup> <https://vlada.gov.hr/news/croatia-prepares-national-reform-programme/16839>

## Les entreprises publiques au centre de la réforme

Dans un temps relativement court, Zagreb a donc dû bâtir un solide plan de réformes permettant de réduire, de façon significative et durable, le poids de la dépense publique. Face à l'Union qui a fixé comme objectif au pays un déficit de 2,7 % pour 2016, Boris Lalovac, ministre des Finances, a reconnu que « certaines entreprises publiques sont un lourd fardeau pour le budget et elles vont être soumises à d'importantes réductions<sup>5</sup> ». Les restructurations et réductions salariales vont représenter une économie de 65 millions d'euros, soit la moitié de l'objectif pour les **trois catégories** de mesures qui doivent être mises en œuvre :

- les **privatisations**, qui sont encadrées par la récente loi pour la gestion des biens nationaux de 2013. Après avoir subi deux échecs récents (Hrvatska Postanska Banka, la Banque postale croate, et Petrokemija, l'entreprise nationale de fertilisants, n'ont trouvé, en 2014, aucun acquéreur), l'État souhaite relancer activement le processus et a listé, dans un plan national de gestion 2015, 611 entreprises dans lesquelles il détient au moins 50 % du capital<sup>6</sup>. Parmi celles-ci, 27 ont une « importance stratégique pour l'État » et 26 « une importance stratégique particulière ». Pour ces deux catégories, la cession – soumise à une décision gouvernementale – n'est pas encore envisagée, à l'exception de Croatia Airlines<sup>7</sup>, la compagnie aérienne nationale, détenue à 90 %. Le gouvernement vient, en revanche, de retirer son projet de mise en concession du réseau autoroutier, à la suite d'une forte contestation populaire ;
- la **fusion d'organismes publics**, dont un grand nombre ont été qualifiés par l'Union européenne de « peu performants ». Arsen Bauk, ministre de l'Administration publique, qui pilote cette partie du plan de réforme, a annoncé, le 23 avril, que « leur nombre serait réduit de 57 à 48 d'ici à 2016<sup>8</sup> ». Toujours dans un effort de rationalisation, les budgets de fonctionnement seront réduits (seuil maximal de 11 euros par m<sup>2</sup> pour la location de bureaux, diminution de 10 % des frais de voyage, suppression de certaines prestations externalisées comme la traduction ou le conseil) ;
- l'**harmonisation des régimes de rémunération**. La première mesure consiste à aligner les traitements de tous les employés publics sur ceux de la Fonction publique d'État<sup>9</sup>. Le gouvernement a également décidé de supprimer certaines primes (Noël, vacances d'été) encore en vigueur dans plusieurs services publics, mais aussi les compensations financières liées aux heures supplémentaires ou au travail de nuit et des jours fériés.

## Un plan qui devra être à la hauteur des exigences de l'Union

En mai prochain, la Commission va se prononcer sur ce Plan national de réforme et décider des mesures<sup>10</sup> qu'elle prendra au titre du déficit excessif constaté pour la deuxième année consécutive. Le pays ne faisant pas partie de la zone euro, la sanction applicable – prévue par le pacte de stabilité et de croissance<sup>11</sup> – serait la suspension des engagements ou des paiements des fonds structurels et d'investissement de l'Union européenne. Une telle sanction n'a, à ce jour, encore jamais été prise à l'encontre d'un État membre.

Le 30 mars, la Banque européenne d'investissement (BEI) a renouvelé sa confiance à la Croatie en lui accordant un prêt de 300 millions d'euros<sup>12</sup>, qui vient en complément des fonds structurels, pour le financement de son programme opérationnel de compétitivité et de cohésion 2014-2020, regroupant des projets d'infrastructures dans les secteurs des transports, de l'énergie, de l'environnement, de l'éducation et de la santé.

Hasard du calendrier : quelques jours avant l'annonce de Bruxelles, le gouvernement croate avait fait un geste envers la population la plus défavorisée<sup>13</sup> : toutes les personnes en situation de surendettement (pour un montant maximal de 35 000 kuna, soit 4 550 euros) et disposant d'un revenu mensuel inférieur à 2 500 kuna (325 euros) verront leur dette annulée avant le mois de mai. Le gouvernement – qui a passé des accords avec les principaux créanciers (établissements financiers et de crédit, collectivités et établissements publics, fournisseurs d'énergie et opérateurs de téléphonie) – a estimé que cette mesure concernait 60 000 personnes et lui coûtera 273 millions d'euros. Dans un pays où le taux de chômage est de 20 % (3<sup>e</sup> position au sein de l'Union, derrière la Grèce et l'Espagne), la politique sociale reste la priorité du gouvernement.

Jean-François Adrian

<sup>5</sup> <https://vlada.gov.hr/news/grcic-and-lalovac-to-meet-moscovici-on-tuesday-to-discuss-national-reform-programme/16735>

<sup>6</sup> <http://ceelegalmatters.com/index.php/legal-analysis-corporate-m-a/item/2355-ongoing-privatisation-in-croatia>

<sup>7</sup> <http://www.ch-aviation.com/portal/news/29946-zagreb-to-resume-croatia-airlines-privatization-this-autumn>

<sup>8</sup> <http://dalje.com/en-economy/govt-to-save-on-agencies-by-merging-them-cutting-salaries-and-costs/542402>

<sup>9</sup> <https://vlada.gov.hr/news/govt-salaries-in-agencies-to-be-in-line-with-rest-of-public-sector/16822>

<sup>10</sup> <http://www.euinside.eu/en/news/sanctions-for-croatia-and-france-if-no-credible-reforms-plans>

<sup>11</sup> [http://ec.europa.eu/economy\\_finance/economic\\_governance/sqp/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/economy_finance/economic_governance/sqp/index_fr.htm)

<sup>12</sup> <https://vlada.gov.hr/news/finance-minister-boris-lalovac-and-eib-sign-eur-300-million-loan-agreement/16644>

<sup>13</sup> <http://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/schuldenerlass-in-kroatien-fuer-die-aermsten-der-armen-13404468.html>